

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 50

Excusés : 17

Absents : 13

REUNION DU 13 DECEMBRE 2021

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI TREIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. CANNAROSSO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSOUF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mériem, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme VALLETON Martine,

AYANT DONNE POUVOIR A

M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, Mme LAGNEAU Muriel, M. BLANCHET Stéphane, Mme MAROUN Séverine, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. GESELL Quentin, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. ZANGRILLI François, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PERRON Christine,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme FAOUZI Hanane, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. SAULIERE Gilles.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Stéphane BLANCHET

DELIBERATION N°197 - URBANISME – MOTION RELATIVE AU PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS DANS SA VERSION DU 24 SEPTEMBRE 2021

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Aude LAGARDE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-11, L 5219-1 et L 5219-7 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 141-9 et suivants, L 134-1, L 143-20 et suivants et L 143-17 ;

Vu la délibération CM2017/06/23/05 du conseil de la Métropole du Grand Paris en date du 23 juin 2017 prescrivant l'élaboration du SCoT métropolitain, définissant les ambitions de la démarche et objectifs poursuivis, les modalités de la concertation mises en œuvre à l'occasion de cette élaboration et indiquant l'encadrement juridique de document et la procédure à respecter ;

Vu le projet de SCoT transmis aux établissements publics territoriaux le 24 septembre 2021 en vue de son arrêt.

Considérant

- Les objectifs du futur SCoT de la Métropole du Grand Paris (MGP) :
Dans sa délibération du 23 juin 2017 prescrivant l'élaboration du SCoT, la MGP a défini les grands objectifs suivants à poursuivre (sans ordre de priorité) :
 - Contribuer à la création de valeur, conforter l'attractivité et le rayonnement métropolitains ;
 - Améliorer la qualité de vie de tous les habitants, réduire les inégalités afin d'assurer les équilibres territoriaux et impulser des dynamiques de solidarité ;
 - Construire une métropole résiliente.
- Les modalités de concertation mises en œuvre par la MGP :
La MGP a défini les grands axes de la concertation suivants :
 - La mise à disposition des habitants, sous différentes formes et à plusieurs niveaux, des informations sur la procédure ;
 - L'organisation d'espaces de participation et d'échanges, sous plusieurs formes.

Une réunion technique s'est tenue entre la MGP et l'EPT Paris Terre d'Envol le 31 août 2021 afin d'échanger sur le projet de SCoT. Il n'y a pas eu à ce jour de rencontre entre les élus de la MGP et Paris Terre d'Envol. Une nouvelle réunion technique a eu lieu entre la MGP et Paris Terre d'Envol le 7 décembre 2021.

31 août 2021
093-200058097-20211213-197-13-12-2021-DE
Date de réception préfectorale : 22/12/2021

Considérant les contributions de Paris Terre d'Envol depuis le lancement de l'élaboration du SCoT :

Le SCoT est « *le document ensemblier de la stratégie métropolitaine, il a vocation à incarner la vision partagée du devenir du territoire* ». Pour ce faire, il est nécessaire que la MGP collabore le plus étroitement possible avec les territoires qui la composent et notamment avec les EPT. De plus, le SCoT est un document de planification stratégique traduisant les grands enjeux par des objectifs et des orientations. Mais il n'est pas un super Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Il n'a donc pas pour objet de définir avec la précision d'un PLUi l'aménagement d'un territoire à l'échelle d'un EPT.

Paris Terre d'Envol est favorable à la démarche de SCoT à l'échelle métropolitaine. L'EPT participe à l'ensemble des réunions organisées par la MGP et apporte des contributions dès qu'elle le peut.

3 contributions ont été transmises par l'EPT à la MGP, le 12 juin 2019, le 26 septembre 2019 et le 16 septembre 2021. Les principales observations qui ressortent de ces contributions sont les suivantes :

- **Prescription 1** : la rédaction pourrait contraindre certains projets d'ampleur du territoire (notamment Val Francilia à Aulnay-sous-Bois, la Molette au Blanc-Mesnil, ...) ;
- **Les axes 2 et 3 du document d'orientations et d'objectifs (DOO)** n'identifient toujours pas Paris Terres d'Envol comme la première porte d'entrée internationale de la capitale, et de la France, malgré la présence de deux des aéroports majeurs internationaux du territoire national. A ce titre, les exigences suivantes devraient être intégrées au SCoT :
 - Améliorer la qualité environnementale et paysagère aux abords des axes de transport (autoroutes A1 et A3, RER B et CDG Express) ;
 - Améliorer la qualité environnementale afin d'atténuer l'impact du surcroît de trafic routier qui sera engendré par le projet de Terminal T4 de Paris- Charles de Gaulle ;
 - Améliorer le fonctionnement et la fiabilité du RER B qui verra, même avec la réalisation du CDG Express, une augmentation du trafic voyageurs ;
 - De réduire les impacts négatifs environnementaux et de mobilité liés au projet de CDG Express qui, sur certains tronçons, seront en opposition avec le RER B.

L'EPT doit bénéficier de compensations permettant d'atténuer fortement l'ensemble de ces impacts négatifs ;

- **Le terme de mixité sociale** devrait être utilisé avec plus de parcimonie car plusieurs communes de Paris Terres d'Envol ont des taux de logement locatifs sociaux (LLS) supérieur, voire très supérieur à 30 %. Il faudrait corrélér l'exigence de mixité sociale à un taux de logements locatif social pour avoir un rééquilibrage vers l'ouest de cette offre en logements sociaux ;
- **Les prescriptions 82 et 92** doivent permettre la réalisation des projets de l'opération d'intérêt national (OIN) Cluster des Médias dans le cadre des jeux Olympiques de Paris 2024 à Dugny et Val Francilia à Aulnay-sous-Bois. Ces projets prévoient en effet un secteur bâti respectivement sur une partie de l'emprise de l'Air des Vents et du Parc Ballanger, moyennant les compensations prévues par ces projets mais ne sont pas inscrits comme tels dans le projet de SCoT ;
- **Attachement à la préservation du tissu pavillonnaire et à la notion de « pleine terre »** : il est remarqué que les axes 4 et 8* du DOO n'expriment toujours pas clairement, malgré nos deux contributions de 2019, le fait que les secteurs pavillonnaires ne sont pas concernés par le « *renforcement de la mixité des tissus urbains sur l'ensemble du territoire métropolitain* ». Le fort attachement de Paris Terres d'Envol à la préservation du tissu pavillonnaire dans sa forme urbaine actuelle doit donc être rappelé et traduit dans le DOO. Par ailleurs, la notion de pleine terre et l'application d'un pourcentage de 30 % abordée « *à l'échelle de l'ensemble des îlots bâtis* » doivent être revus.

La dernière contribution du 16 septembre 2021 a repris une majorité des points des deux contributions de juin et septembre 2019 qui n'étaient pas intégrés à la version du mois de mars 2021. L'EPT n'a reçu aucun retour de la part de la MGP au sujet de la dernière contribution du 16 septembre 2021. Ainsi, un courrier de relance a été envoyé à la MGP le 15 novembre 2021.

Parallèlement, un courrier rédigé par Alliance, groupe de travail de l'ensemble des EPT, est actuellement soumis à la signature de l'ensemble des présidents des EPT. Ce courrier synthétise l'ensemble des observations faites par les 12 EPT. Il sera prochainement transmis à la MGP.

Les services de la MGP ont indiqué aux EPT qu'il est envisagé d'arrêter le SCoT d'ici la fin de l'année 2021. Si le SCoT est arrêté selon la dernière version transmise le 24 septembre 2021, cela posera certaines difficultés pour la rédaction du futur plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) et pour la réalisation de certains grands projets sur le territoire.

La note de synthèse de la dernière contribution du 16 septembre 2021 est jointe à cette présente délibération.

Après en avoir délibéré,

- **Emet** de profondes réserves sur le projet de SCoT dans sa version du 24 septembre 2021.
- **Exige** de la Métropole du Grand Paris de revoir certains points du projet de SCoT comme indiqué dans cette présente délibération.
- **Exige** de la Métropole du Grand Paris une meilleure association de l'établissement public territorial Paris Terre d'Envol à l'élaboration du projet de SCoT.
- **Précise** que :
 - la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de l'EPT Paris Terre d'Envol et dans chacune des huit mairies de ses communes membres, conformément aux dispositions des articles R.153-21 et R.153-22 du code de l'urbanisme ;
 - la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de Paris Terre d'Envol.

Adopté à l'unanimité



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211213-197-13-12-2021-DE
Date de télétransmission : 22/12/2021
Date de réception préfecture : 22/12/2021